



Des négociations laborieuses... mais qui continuent

Le jeudi 13 juin, grâce à la détermination des collègues, des négociations entre le SNES Mayotte et le Ministère de l'Education Nationale – ont eu lieu sur plusieurs points :

- Indexation de tous les non titulaires du MEN au même titre que les titulaires.
- Maintien du dispositif indemnitaire actuel sur la totalité de leur séjour (4 ans) pour tous les collègues régis par le décret de 1996, y compris les collègues arrivant à cette rentrée 2013.
- Maintien des rémunérations actuelles pour les nouveaux arrivants 2014... mais pour un séjour de 5 ans au lieu de 4. Quand l'indexation sera au taux maximum, l'ISG sera alors de 26 mois pour 5 ans (et non plus de 20 mois)... Dans l'intervalle, l'ISG sera plus forte pour respecter cet accord de maintenir les rémunérations actuelles.

Sur ces points, le gouvernement s'est très clairement engagé auprès du SNES National

Face à ces avancées – et après consultation des collègues- nous avons levé notre préavis de grève sur le baccalauréat.

Depuis cette date, les contacts se sont multipliés entre le MEN et le SNES Mayotte via le SNES national. Nous avons ajouté les points suivants aux demandes initiales :

- Une ISG par agent et non par couple de fonctionnaires pour bien respecter la proposition ministérielle de maintien des rémunérations actuelles
- Que les collègues régis par le décret de 1996 qui souhaiteraient rester à Mayotte au-delà de leur séjour de 4 ans puissent bénéficier de l'ISG due à tout nouvel arrivant ce qui permettrait d'enrayer la crise de recrutement
- Un abattement fiscal de 40% pour les bénéficiaires de l'indexation
- La création d'une Indemnité de résidence au taux parisien (3%)
- Le bénéfice de la réintégration automatique dans l'académie d'origine pour les nouveaux arrivants 2014 qui le souhaiteraient...

Depuis la fin de semaine dernière, ces points sont en négociation entre le cabinet de Peillon et le Ministère des Finances. Nous vous tiendrons au courant des avancées du dossier, y compris pendant les vacances.

Dans l'intervalle, nous rappellerons nos revendications ce lundi 08 juin à Marylise Lebranchu, Ministre de la Fonction Publique